



La vague verte menacée par le coronavirus

PARTIS Les socialistes sont très présents depuis le début de cette crise, notamment par le biais de leurs conseillers fédéraux et de leurs ministres cantonaux. Les Verts peinent à se faire entendre. A gauche, les cartes pourraient-elles être redistribuées?

VINCENT BOURQUIN

🐦 @bourquini

La pandémie va bouleverser le paysage politique suisse. Christian Levrat, le président du PS, en est convaincu: «Le monde politique de l'après-coronavirus ne sera plus le même que celui d'aujourd'hui.» Et ce grand amateur d'échecs de s'appuyer sur un autre jeu pour illustrer ses propos: «C'est comme si on jouait au *Monopoly*: quelqu'un ouvre la fenêtre, toutes les cartes s'envolent et on ne sait plus laquelle est à qui.»

C'est donc l'heure des grands bouleversements. La trêve est terminée. UDC et PLR attaquent frontalement la stratégie de sortie de crise du Conseil fédéral, où ils détiennent pourtant la majorité. Les socialistes affirment, eux, être les seuls à avoir un véritable plan de relance.

Chaque camp se positionne. Le temps presse. Les Chambres fédérales se réuniront le 4 mai pour une session très attendue. Et cet automne, Jurassiens et Argoviens rééliront leurs autorités.

«Investir dans le futur»

Une question revient sans cesse. Cette crise aura-t-elle raison de la vague verte? Au moment où les questions sociales et économiques deviennent prioritaires, les écologistes vont-ils perdre de leur superbe?

Philippe Nantermod, vice-président du PLR, leur prédit en tout cas de grandes difficultés car le climat n'est plus au centre des préoccupations de la population.

Balthasar Glättli, futur président des Verts, ne cache pas une certaine inquiétude. Il concède que la situation actuelle n'est pas idéale pour faire progresser les

idées de son parti. D'autant que, privé de Conseil fédéral, il manque cruellement d'informations. Mais le Zurichois ne cesse de le répéter: la crise climatique ne disparaît pas, comme le montre la sécheresse actuelle. Son parti espère donc rebondir grâce à l'économie verte: «Nous avons toujours cherché à marier

les questions économiques et sociales. Des investissements énormes vont être réalisés, il faut que cela se fasse dans une logique de transition, on doit investir dans le futur et non pour rétablir ce qui existait.»

Manque de visibilité

Ce discours peine à se faire entendre. Les Verts manquent cruellement de visibilité. D'ailleurs, dans les cantons, ils n'occupent pas les postes clés pour gérer cette crise, contrairement aux socialistes, qui collectionnent les portefeuilles de la santé ou de l'école.

Pour le politologue zurichois, Louis Perron, «le climat n'est clairement plus au cœur des préoccupations des Suisses. Et si les élections fédérales avaient lieu aujourd'hui, la vague verte serait par conséquent probablement moins forte».

Professeur de sciences politiques à l'Université de Genève (Unige), Pascal Sciarini parle «d'effets ambivalents»: «Désormais, il va y avoir une focalisation économique et là c'est plutôt le PS et le PLR qui vont prendre le lead. Mais, d'un autre côté, cette crise pourrait aussi favoriser l'idée que la société doit vraiment changer et les Verts pourraient incarner ce changement.»

Quel scénario l'emportera? Pour Pascal Sciarini, cela dépendra de

la durée de la crise et de ses répercussions. «S'il y a une récession économique forte, les préoccupations environnementales vont être reléguées au second plan.»

L'aile syndicale modérée en avant

L'historien Olivier Meuwly est plus sévère avec les Verts: leurs propositions sur le climat sont coûteuses et seront donc difficiles à faire passer dans la situation financière qui s'annonce très difficile. Pour ce membre du PLR, les Verts connaissent aussi des difficultés car ils sont tiraillés entre la liberté individuelle et la santé publique. «Sans oublier qu'il y a au sein de ce parti de nombreux anti-vaccins, que va-t-il se passer avec eux?» interroge-t-il.

Si les Verts étaient les perdants de cette crise, qui en seraient les gagnants à gauche? Pour Philippe Nantermod, pas de doute: c'est l'aile syndicale modérée, incarnée par Pierre-Yves Maillard, qui va prendre le dessus, au détriment des Verts. Selon le Valaisan, le fort impact d'Alain Berset va déteindre positivement sur son parti.

Pascal Sciarini est plus nuancé. Il rappelle qu'Alain Berset est avant tout membre d'un collège. L'enjeu pour le PS est de s'imposer comme le parti de la santé. Et en cela, le Fribourgeois peut clairement l'aider. «Pour l'heure, aucun parti n'est perçu comme le plus compétent dans ce domaine.»

Aussi des menaces sur le PS

Pour Nenad Stojanovic, lui aussi professeur en sciences politiques à l'Unige, rien n'est gagné pour Alain Berset et son parti: «Le PS risque aussi de se retrouver sur



la défensive, car il y aura des critiques et l'on reprochera par exemple à Alain Berset de ne pas avoir été assez bien préparé.»

«Cette crise pourrait aussi favoriser l'idée que la société doit vraiment changer et les Verts pourraient

incarner ce changement»

PASCAL SCIARINI, PROFESSEUR DE SCIENCES POLITIQUES À L'UNIVERSITÉ DE GENÈVE

Christian Levrat, qui a dû prolonger son mandat à la tête du PS, est plus motivé que jamais. Il veut clairement profiter de la bonne image que son parti a actuellement, grâce à ses conseillers fédéraux et à ses ministres cantonaux. La formation a déjà proposé des mesures comme le maintien des salaires, des investissements ciblés dans le domaine de la

mobilité ou de la rénovation des bâtiments ou encore la création d'un fonds Covid.

À gauche, les meilleurs ennemis fourbissent leurs armes et le PS espère pouvoir reprendre clairement le leadership. Du côté des Verts, c'est plutôt la prudence constructive qui règne.

Olivier Meuwly a, lui, déjà le regard tourné vers les prochaines élections fédérales en 2023: «Elles seront les héritières de la gestion de la crise actuelle.» ■



Balthasar Glättli, le futur président des Verts suisses, entouré de tous les parlementaires élus lors des dernières élections fédérales. Les préoccupations environnementales des Suisses vont-elles fléchir face au danger sanitaire et de la récession économique? (PETER SCHNEIDER/KEYSTONE)